

Le rapport Landau : du lait aseptisé pour bébés

Posté le : 9 juillet 2018 19:45 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Attitudes, Analyse sectorielle

Le Trésor a donc fixé sa doctrine sur les jetons internet : ce sont des OVNI (objets virtuels non identifiés) qu'il ne faut pas chercher à qualifier trop vite. Des monnaies ? Pourquoi pas. Des actifs financiers ? Peut-être. Peut-on permettre aux banques de financer la spéculation sur ces crypto-actifs en propre ? Non. Pour sa clientèle ? Heu ! Est-ce qu'on doit permettre aux banques d'ouvrir des comptes en jetons ? Et qui doit négocier ces jetons ? Un régime communautaire devrait être créé unique pour toutes ces bourses.

C'est donc très exactement un rapport pour rien et extrêmement dangereux. Il accrédite l'idée que ces jetons pourraient être des monnaies, ce qu'ils ne sont pas. Il laisse penser que le développement des ICO serait de la FINTECH, de la technologie intéressante lors qu'il s'agit d'une promesse d'obtenir à terme des services qu'on paie immédiatement en vraie monnaie. Une vieille lune qui date de Matusalem.

La glorification de la technique de la blockchain est une des grandes absurdités du rapport. Le système de preuve est une de ses faiblesses majeures. Un emploi massif de la blockchain dans n'importe quel domaine aurait des répercussions écologiques insoutenables. Une technique de gestion de fichier n'est jamais une révolution. On est passé des fichiers indexés aux bases de données relationnelles sans que cela change grand-chose. Le créateur du système dans une lettre récente a bien vu que son système n'était qu'un des mille projets de ce genre qui bouillonnaient dans le milieu des bidouilleurs internet. Son succès est entièrement associé au mot monnaie. Une monnaie alternative sans contrôle qui permettrait de conserver des valeurs hors-la-vue des autorités et de faire naviguer son pognon anonymement n'importe où ! Une publicité effarante laissant croire que cette prétendue monnaie était de l'or, appuyée par des exemples de triomphes totalement mensongers, a provoqué un emballement spéculatif qui a permis d'étriller des millions de gogos.

La vérité est simple. Les jetons internet ne sont pas des monnaies. Ce ne sont pas non plus des actifs représentatifs d'une valeur sous-jacente, donc en aucun cas une valeur mobilière comme un titre de bourse ou une obligation. Intrinsèquement ils ne valent rien. Une fois dégagés de la gangue de fausses technologies de pointe, et dépouillés de leur attrait comme source de gain mirifique, ces jetons ne servent radicalement à rien.

La législation qui leur convient est celle qui régit les jetons, c'est-à-dire des biens sans valeur mais qui peuvent être pratiques pour des emplois limités dans le temps et dans l'espace. En gros la législation portant sur les billes et les agates, ou les capsules usagées. Les bourses d'échanges doivent être autorisées dans la mesure où les transactions sont non anonymes et déclarées à Tracfin. La publicité sur ces objets doit être strictement interdite : elle est actuellement entièrement bidonnée et mensongère.

Les banques et les institutions financières doivent être écartées absolument de ce marché et les transactions commerciales payées en jetons interdites (comme toutes les opérations de troc d'une façon générale).

Dès que ces mesures seront prises. La véritable nature des jetons internet apparaîtra. Ce sont des

jetons et ils ne valent que ce que les collectionneurs veulent bien leur attribuer comme valeur.

Si on croit qu'il sera un jour possible d'enregistrer des droits sous forme de transactions successives inviolables, opposables à tous les acteurs du jeu, soit. Cela veut dire qu'un fichier central sécurisé par une autorité serait caduque. Pourquoi donc ? Les impôts, les retraites, la sécurité sont tenus de façon centrale sans trop de difficulté. Le drame est la mauvaise gestion de certaines données qui devraient être totalement centralisées de façon fiable et vérifiée. Les cartes d'identités, l'état civil au sens le plus large, les permis divers, les cartes grises, devraient être tenus de façon centrale de façon parfaite et permettre des renouvellement ultra rapide. Aucune raison valable n'a été avancée pour que ces fichiers relèvent d'une technique de fichier par chaîne de bloc, avec répartition sur des centaines de machines à travers le monde.

Attendons les premières applications de consignation de droits sur Internet pour des marchés précis et nous verrons. A l'heure actuelle, tout est à venir. Rien n'est réel.

L'important c'est la protection de l'épargne et actuellement les trafics autour des jetons sont totalement manipulés et malhonnêtes. Les manipulations sont tellement grosses que même nous, qui ne sommes que des observateurs, sommes capables de les annoncer, comme nous l'avons fait sur ce blog.